

Un million à Paris ...

DEVAQUET, LES CRS NE FERONT PAS TA LOI ... CONTINUONS JUSQU'AU RETRAIT !

Avis

à la population
et à toute
la jeunesse :

Vous réclamez le retrait de la loi Devaquet, vous les jeunes. Vous réclamez un emploi, vous les autres.

Ma réponse à moi, Chirac-premier-ministre, et à mes adjoints Pasqua-Monory et Pandraud-Devaquet, c'est le tir tendu au fusil lance-grenade.

Rien, dans mon dispositif du jeudi 4 décembre au soir, n'était laissé au hasard. Rien, pas même les gros bobards sur les provocateurs.

J'ai délibérément mis en place un dispositif anti-émeute, propre à matraquer les jeunes crânes récalcitrants d'étudiants et de lycéens indisciplinés. Brigades-moto anti-émeutes, CRS et gardes mobiles, voilà mon droit et ma loi.

Moi, Chirac Ier, ministre en chef de la cohabitation, j'administre une leçon aux illusionnés de la première heure : démocrate, moi ? Oui, à ma façon... de quadriller Paris, de tendre une embuscade aux centaines de milliers de jeunes avec les moyens (lourds) de mes milliers de flics bottés et casqués.

Qui d'entre vous, les jeunes, rêvait d'une police avec vous, débonnaire, vous laissant parvenir aux marches mêmes du Parlement ? Ce rêve s'effondre brutalement.

Que l'ordre règne sur Paris, que le grand ordinateur en soit Pasqua et que ma loi anti-jeunes connaisse l'efficacité de ma brigade anti-émeute.

Sig Heil !

Fait à Paris, le jeudi 4 décembre, au milieu du doux bruit des explosions de grenades.



LES CRS REVOIENT LA COPIE DE DEVAQUET

Ce 4 décembre, on n'est pas prêts de l'oublier. Jamais, jamais on n'avait vu ça : toutes les facs, tous les lycées et les LEP se sont retrouvés dans la rue, à Paris comme en province, pour exiger le retrait des projets Monory et Devaquet. A Paris, nous étions un million.

Monory, garagiste de son état, flanqué de son effondré d'adjoint paumé, Devaquet, a décidé de changer de ton. Il y a quelques jours, Devaquet disait que les lycéens "étaient chouettes" et hier, ignorant leur volonté, il a décidé avec Chirac de maintenir le projet, et de passer le relai à un autre duo sinistre, Pasqua et Pandraud. Le front-de-bœufs des ministres de l'Education nationale et des Universités est devenu compagnies de CRS, matraques et lacrymogènes, histoire de donner une bonne leçon à cette jeunesse qui reprend la rue, un peu trop sûre d'elle. Les lycéens scandaient l'après-midi : "Pasqua, c'est pas toi, c'est la rue qui fait la loi." Chirac voulait leur démontrer le contraire.

19h45 : Monory et Devaquet disent non à la délégation étudiante. Pendant ce temps, des centaines de milliers de manifestants piétinent le pavé en attendant le résultat de l'entrevue. Contrairement à la semaine dernière, la présence policière est agressive et les abords de l'Assemblée bloqués. Provocateurs, ils arrosent régulièrement la foule avec les canons à eau. Première incompréhension pour tous ceux qui s'étaient massés il y a une semaine et demie devant les grilles mêmes du Parlement.

Vingt minutes plus tard, au signal du refus de Monory, ils chargent violemment : un étudiant a l'œil arraché, l'autre la main. Les CRS disperseront le rassemblement des Invalides à coups de grenades lacrymogènes et de matraques. Les

manifestants seront alors repoussés vers le centre de Paris, où d'autres escadrons frappent durement les petits groupes les plus dispersés et les moins organisés.

Les provocations se succéderont au cours de la soirée. L'intervention policière sera la plus évidente. Mais il y a aussi la rencontre entre Monory et une coordination fantôme de non-grévistes manipulés par l'extrême droite. Comment la comparer à la délégation de la coordination étudiante arrivée à l'Assemblée avec un million de personnes ? Il y a encore les chiffres annoncés par la police pour minimiser la force du mouvement : 150 ou 190 000 selon les moments.

Chirac a fait le choix de la matraque au lieu de satisfaire l'immense majorité des étudiants et des lycéens. Il s'affronte pour la première fois à la jeunesse et à la majorité de l'opinion publique.

Alors que faire ? Relever le défi d'un pouvoir-gorille, d'un tandem front-de-bœuf Monory-Devaquet, et continuer la lutte pour le retrait ? Quand un million de jeunes marchent dans Paris, c'est que la victoire est possible.

Gagner en faisant appel à toutes les forces disponibles, partis, associations et syndicats pour nous aider à faire face à l'agression policière et au refus bovin de Monory-Devaquet.

Continuer, dans les AG, à mieux s'organiser encore pour être forts le jour où le sale projet Devaquet, désormais taché du sang des manifestants du 4 décembre, passera au Parlement.

Tenir, pour gagner, car ce gouvernement des Chirac, Pasqua et Devaquet, ce gouvernement-gorille, est vomi par la jeunesse.

VOS INFOS

TOUS LES JOURS

(1) 43 67 87 58

(1) 48 59 23 00

J.C.R.

9, rue de TUNIS
75011 PARIS

1 million pour gagner



A la Bastille
c'était Monory,
Aux Invalides, c'est Pasqua.

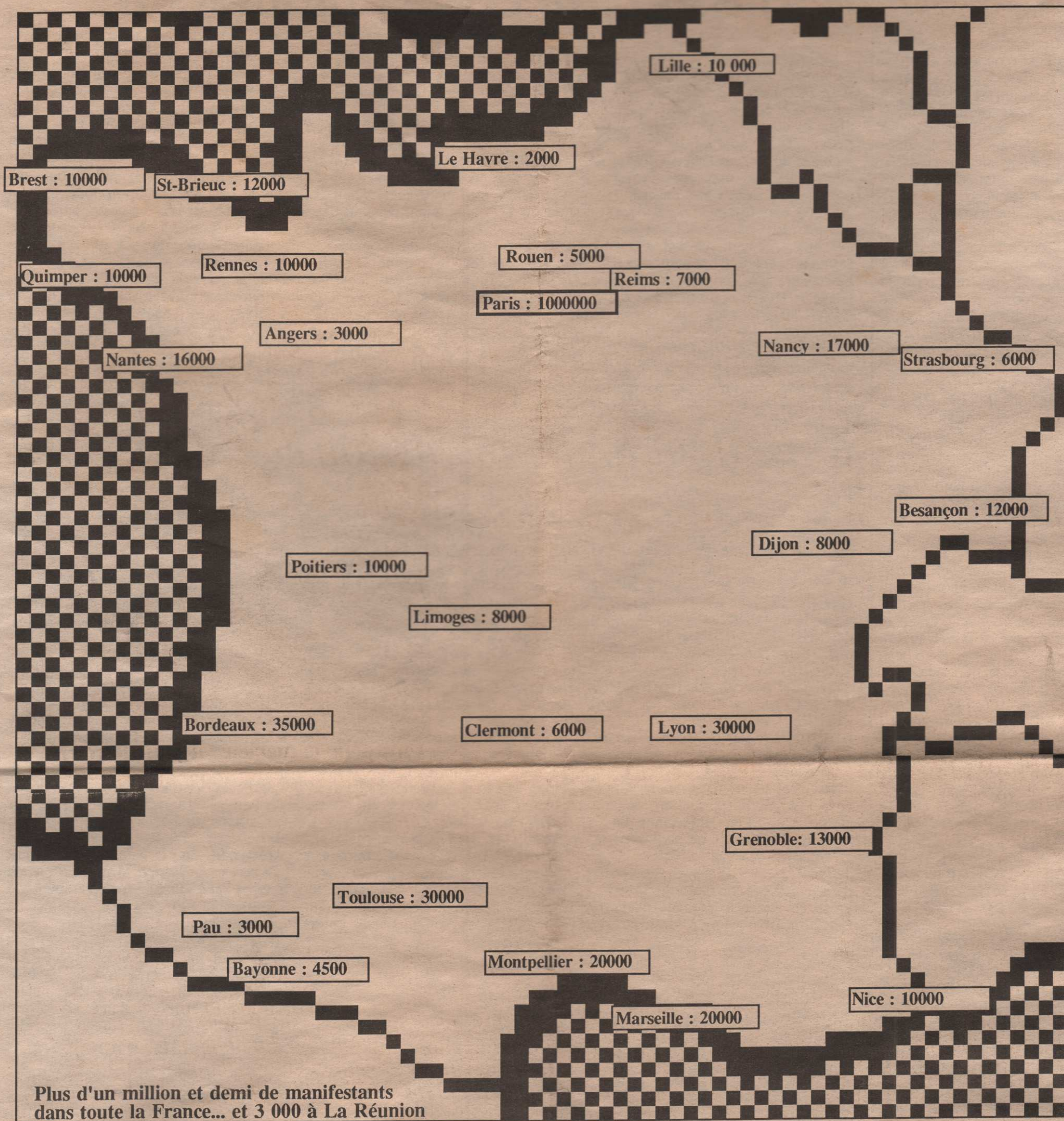


Unis pour le meilleur et pour le retrait



La matraque pour toute réponse.





500 000 le 27 novembre

1 500 000 le 4 décembre . . .

Quelle manif, mais quelle manif ! Avez-vous vu cette éclosion, cette floraison, cette pamoison de mots d'ordre ? 86 mieux que 68, je veux !

L'imagination n'est pas encore au pouvoir (sont trop cons, au pouvoir) mais dans la rue, pas de problèmes. Impossible de citer les meilleurs, y'en avait tellement ! Les littéraires, "les Raisons de la colère", "Devaquet, Monory, Chirac, crime et châtime", les historiques "Charlemagne contre Devaquet", "Jean Moulin résiste", "les aristofacs, on les aura !" . Et le Tapie, qu'est ce qu'il s'est pris ! "Coca/Tapie/Hersant, on n'en veut pas", "facs Coca-Cola, au Tapie", dites donc, le

fringant pédégé l'a pas le ticket (chic choc) avec les jeunes, moi les mecs des agences de pub qui ont fabriqué son look de gagnant, je les enverrais illico à l'ANPE, c'est loupé. Faut reconnaître qu'on a de la chance, avec le Monory et le Devaquet, le jeu de mot ça y va. Nos correspondants locaux Bastille-Invalides ont relevé le très joli "Monory, arrête de Devaquet", "Devaquet-quête interdite-nos bourses sont vides" (c'est osé !), "Monory, rira pas le dernier" . Le libéralisme, s'en est pris plein la tête. "Non au vandalisme du libéralisme", "Le libéralisme, c'est pas la liberté", "Devaquet, nous ne voulons

que la liberté et l'égalité des études", "Liberté, égalité, université"

Les Devaquet, Pasqua, et autres Pandraud qui croyaient que la liberté, c'est celle de virer les immigrés et d'enfermer tous les fumeurs de shit, ils ont dû avoir des surprises. Quant à l'égalité, on savait depuis les marches contre le racisme que le seul mot leur filait de l'urticaire. Eh ben oui, on est pour la liberté, l'égalité, ça vous emmerde Messieurs les ministres ? La manif vous proposait (en toute fraternité) un charter pour le Mali, mais on vous laisse le choix du pays. Vous êtes libres.

Tapie, usé
avant d'avoir servi...

Bernard Tapie, PDG des piles Wonder et de bien d'autres choses encore, anime un *show* mensuel à la télévision, "Ambitions", car il est d'abord un homme de communication, un "communicateur" comme disent les professionnels.

Les étudiants se sont payés sa tête sur de nombreuses banderoles, car il représente le symbole du libéralisme, de la droite moderne et jeune, des gagnants et des battants. Il est aujourd'hui l'antivedette, la caricature ridicule de tout ce que les jeunes refusent.

On voulait faire croire que les idées d'égalité, de solidarité et de justice appartenaient au passé et n'intéressaient pas les jeunes. La manifestation d'hier dément ces illusions. Tapie doit en être malade.

Mieux encore, le mouvement étudiant et lycéen provoque un énorme élan de sympathie dans la population. Il montre qu'il ne faut pas se laisser abattre par les attaques du gouvernement. Il montre aussi la vanité de ceux qui croyaient que "profit", "concurrence" et "privatisation" représentaient l'avenir de l'humanité.

L'émission de télévision de Bernard Tapie survivra-t-elle longtemps ?

ET AUSSI NOS COPAINS D'ESPAGNE...

Dans L'Etat espagnol aussi, les copains lycéens se sont mobilisés cette semaine contre des mesures de sélection à la Devaquet...

D'abord dans le pays Basque, puis en Catalogne, et ce jeudi toute la journée à Madrid... plus de 30 000 manifestants.

Des assemblées lycéennes se tiennent dans tout le pays et nos copains s'acheminent vers une grève générale !

Les lycéens ne se laissent pas tromper ni ici ni là-bas ! De quoi faire réfléchir Devaquet et Monory...et nous encourager, nous !

CHIRAC : la crise commence

Comment le gouvernement a-t-il réagi après la manifestation ? Du côté de Chirac, on disait qu'elle était loin d'avoir rassemblé le nombre d'étudiants et de lycéens prévu. On complétait du côté de la police, aux ordres de Pasqua, en annonçant 200 000 manifestants ! Et Monory ajoutait qu'il ne céda pas.

Le gouvernement choisit donc de s'opposer frontalement à toute la jeunesse. Il le paiera cher. Depuis plusieurs années, les politiciens de droite (RPR et UDF), conseillés par des publicitaires, choisissaient tous leurs slogans sur le thème de la jeunesse.

Regardez leur dernière affiche, "Le RPR a dix ans", illustrée avec la photo d'un enfant.



Leur idée était simple : "le libéralisme, c'est jeune", jeune comme Devaquet, Léotard, Longuet, Madelin et autres ministres (qui ont quand même la quarantaine, mais il paraît qu'en politique, c'est jeune !). Tout cela

s'effondre aujourd'hui. "L'image de marque" de la droite, construite patiemment pendant des années, vient de voler en éclats après seulement huit mois de gouvernement. Comment pourra-t-il encore se réclamer de la jeunesse ? Le coup est très dur. Le gouvernement choisit la solution de la fermeté, mais il a peur, et c'est pourquoi, comme une autruche, il essaie de ne pas voir le million de manifestants d'hier. Comme le disait Monory, "Si on retire le projet, il n'y a plus de gouvernement." Mais comment va-t-il pouvoir tenir longtemps alors que les étudiants de leur côté ont réussi à convaincre 63 % des Français qu'ils ont raison ?

Pour Chirac, la crise commence. Et elle n'est pas prête de s'arrêter.

C'est déjà toute une histoire...



Lundi 17 novembre : tout démarre. Après la première coordination nationale étudiante qui a réuni une dizaine de villes à Caen le 15, la lutte commence. Un appel lancé par les étudiants de Caen a déjà recueilli plus de 15 000 signatures les jours précédents. Il exige le retrait de la loi et propose une manifestation nationale à Paris. La grève est votée dans les facs de Caen et de Villetaneuse. L'objectif est clair : obtenir le retrait de la loi Devaquet.

Mardi 18 : Caen et Villetaneuse ont donné le ton. Dans les autres facultés parisiennes, l'agitation commence ; assemblées générales et interventions dans les amphithéâtres permettent de faire connaître à tous les étudiants le contenu du projet et de populariser la grève de ces deux villes.

Jeudi 20 : d'autres universités parisiennes entrent dans la danse. La grève est votée à Tolbiac, Nanterre, Censier... Elle le sera à Jussieu dès le

lendemain. Le mouvement s'organise avec la mise en place des comités de grève élus en AG. Dans toute la France, les Etats généraux, prévus au départ par l'UNEF-ID, se préparent massivement. Ils changeront de tournure.

Samedi 22 : les Etats généraux de l'UNEF-ID se transforment en Etats généraux du mouvement, présidés par les représentants des comités de grève. Plus de 2 000 étudiants sont là, dans une Sorbonne des grands jours. Les représentants des facultés en grève et en lutte votent à l'unanimité un appel à la grève générale et à une manifestation à caractère national jeudi 27 pour exiger le retrait du projet Devaquet.

Lundi 24 : l'appel est entendu ! La plupart des facs de province rejoignent les facs parisiennes. Puis, c'est au tour des lycéens : la loi Devaquet les concerne au premier chef, alors pourquoi laisser les étudiants seuls contre

Devaquet ? Le lundi ne sera qu'une suite d'explosions dans les lycées parisiens. Le nombre de lycées qui débraye augmente d'heure en heure. Deux questions cristallisent la colère : la hausse des coûts d'inscription et l'augmentation de la sélection à l'entrée en fac.

Mardi 25 : dans toutes les villes, les lycéens et les étudiants font leurs premiers pas sur les pavés ; plusieurs milliers dans les quatre coins de Paris et sa banlieue, 2 000 à Lille, 3 000 à Clermont, 4 000 à Dijon, 2 500 à Marseille. Le soir, une première coordination lycéenne est convoquée à la faculté de Jussieu : plusieurs milliers de lycéens se retrouvent sur le parvis. Les conditions de débat sont alors très difficiles...

Mercredi 26 : seules les facultés d'Assas et de Dauphine ne sont pas en grève : belle illustration de l'ampleur du mouvement ! En province, la trainée de poudre continue.

Jeudi 27 : c'est la première manifestation, le premier succès du mouvement : à Paris, comme en province, d'énormes cortèges rassemblent les lycéens et les étudiants. Le soir, la coordination nationale étudiante appelle à la reconduction de la grève et à l'occupation des facs à partir du lundi suivant. Une nouvelle démonstration de force du mouvement est prévue : on se retrouvera tous à Paris le 4 décembre !

Lundi 1er décembre : "Vous ne m'avez pas compris", a expliqué Chirac à la télévision la veille au soir. Les lycéens et les étudiants ont le sentiment d'être pris pour des imbéciles par Chirac qui annonce changer la forme, mais pas le fond de la réforme. Le mouvement s'étend à toute la jeunesse scolarisée, les LEP rejoignent la lutte très massivement. Nouvelles grèves, nouvelles manifestations. Dans les facs et les lycées, on reprend son souffle pour faire du 4 un grand succès. Il s'agit de démontrer à Devaquet que "tout est possible".

Jeudi 4 : pari tenu. Nous sommes un million à Paris. Le gouvernement change de ton, minimise la manifestation. A coups de matraques et de grenades, il fait comprendre qu'il ne veut pas céder.



☆ Supplément à Rouge n° 1235.
☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.
☆ Gérant : Léon Crémieux.
☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.
☆ Tirage : 50 000 exemplaires.
☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☆ (1) 48 59 00 80
☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☆ Commission paritaire 63922.